

BUREAUX
ROUBAIX - 98-11, Grande-Rue. Tél. 327.83, 257.85 et 327.54
TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE - 3, rue Paul-Berthe. Tél. 829.21
PARIS - 28, boulevard Pétain. Tél. Provence. 77.54.
MOUCRON - 106, rue de la Station. Tél. 5.44.

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



« Tout ce que nous avons est à vous : infanterie, artillerie, aviation »

C'est en ces termes que, le 29 mars 1918, le général Pershing offrit à la France le concours absolu des armées américaines.

A Clermont de l'Oise, une émouvante cérémonie a commémoré hier cet événement

Une cérémonie commémorative de l'Entente franco-américaine s'est déroulée, dimanche, à Clermont de l'Oise, dans le parc de la villa située 29, rue de la Gare...



LA TROUPE, MASSÉE AU PIED DE LA VILLA PENDANT LA CÉRÉMONIE.

Présidée par M. Jules Henry, ambassadeur de France, chef de cabinet de M. Georges Bonnet, représentant le ministre des Affaires étrangères, la manifestation s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités...

Après une visite des salles, désormais historiques de la villa, les personnalités présentes à l'inauguration de la plaque...

Il rappela l'intervention armée des Etats-Unis dans la grande guerre et les paroles mêmes du général Pershing au général Pétain...

« Je viens vous dire que le peuple américain tendra, à grand honneur que nos troupes fussent engagées dans la présente bataille... »

Ambassadrice de la Côte d'Azur...



Mlle MIREILLE RIGLET, de Cannes, qui a été élue, samedi soir, ambassadrice de la Côte d'Azur par les Parisiens originaires des Alpes-Maritimes.

LES PROTESTATIONS DE LOYALISME DES CORSES A L'ÉGARD DE LA FRANCE



Dimanche après-midi, un certain nombre de Corse, anciens combattants et mutilés, conduits par M. de Moro-Genoffi et M. Albertini, se sont rendus à l'Arc de Triomphe où ils ont déposé des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu.

LES REVENDICATIONS ITALIENNES

Rome voudrait que Londres admît son point de vue et Paris, le principe de la discussion

Rome, 11 décembre. — Les réactions de l'opinion anglaise continuent de préoccuper les milieux diplomatiques italiens, où l'on ne voudrait pas compromettre, actuellement, les bonnes relations établies à grand-peine avec l'Angleterre.

De là, sans doute, la modération relative actuelle de la presse fasciste, après les déchaînements au début de la campagne de revendications.

Sans rien précéder touchant les prétentions sur la Tunisie, on insiste maintenant sur les desiderata italiens en mer Rouge : révision du statut du canal de Suez à l'avantage de l'Italie et revendications sur Djibouti.

L'impression à Rome est que, sur la première question, l'opinion britannique inclinerait facilement dans le sens italien.

La tactique semble donc consister à rassurer l'opinion anglaise, quant aux visées réelles de l'Italie, la convaincre que les aspirations italiennes n'ont rien de déraisonnable, qu'elles ne menacent pas les positions de l'Angleterre en Méditerranée et qu'avec un peu de « bonne volonté » du côté français, il ne devrait pas être difficile de trouver un terrain d'entente.

La grande idée des dirigeants fascistes, semble-t-il, c'est d'amener la France à faire, par voie directe ou indirecte, des propositions sur le principe de la discussion des revendications italiennes.

En tout cas, il y a lieu de noter que dans les milieux fascistes, les avis divergent quant à la portée véritable de la campagne de la presse : pour les uns, il s'agirait de demander beaucoup pour obtenir quelque chose ; pour d'autres, au contraire, l'action déclenchée le 30 novembre à la Chambre fasciste vise très loin : elle procéderait de cette volonté d'expansion méditerranéenne que certains observateurs croient déceler dans les faits et gestes anciens et récents du fascisme.

Un éboulement dans une montagne au nord de Nîmes

Nîmes, 11 décembre. — Un éboulement provoqué par les pluies s'est produit dans la montagne, au nord d'Anduze. La route est obstruée sur une quarantaine de mètres par des rochers, de la terre et des arbres. Les communications sont interrompues. On ne croit pas qu'il y ait de victimes sous les décombres.

Le cardinal Verdier préconise une croisade de charité dans le monde

Lisbonne, 11 décembre. — Un message du cardinal Verdier, archevêque de Paris, a été lu samedi soir, au microphone du Poste National de radiodiffusion de Lisbonne.

Le cardinal Verdier, après avoir souligné la nécessité actuelle d'une croisade de charité dans le monde, a déclaré notamment : « On dirait que la haine entre les peuples, de même qu'entre les individus s'est établie d'une façon permanente sur notre pauvre terre et que le monde n'a jamais été aussi malheureux... »

LETTRE DE BRUXELLES

L'action royale

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 11 décembre 1936.

En restant dans la position constitutionnelle de chef et d'arbitre de la nation, le roi Léopold tient la main avec fermeté à la bonne marche du pays. Il a joué, ces jours derniers, un rôle prépondérant.

Il est difficile, sans doute, d'entrer dans des précisions. Le roi veille à ne pas sortir de ses attributions ; il garde aussi la réserve qui s'impose dans des circonstances troublées. Mais, ce que l'on peut dire, c'est que vis-à-vis de l'idée qu'il fallait, actuellement et plus que jamais, rester dans la légalité, refuser de s'incliner devant un pouvoir incompétent et réclamer la décision du seul pouvoir constitutionnel, le Parlement.

Il aurait refusé la démission des ministres socialistes, si ceux-ci avaient écrit devant le « diktat » de leur congrès, sans avoir soumis, comme c'est leur droit et leur devoir, leur conduite à l'appréciation — seule légitime — des représentants de la nation.

En agissant ainsi, le roi demeure vraiment le gardien de la Constitution à laquelle il a juré fidélité. Il met de l'ordre dans la fièvre et l'agitation partisans. A l'Internationale qui s'immisce dans les affaires du pays, il oppose la Belgique, ses droits et sa constitution.

C'est pour avoir compris et suivi le souverain que les ministres socialistes ont résisté à une pression illégitime. Ainsi s'est trouvée consolidée une situation inextricable. Le roi a donné au pays le temps de se remettre et de savoir quels sont ceux qui travaillent en vue de sa prospérité et ceux qui veulent le désordre et la révolution.

Un leader socialiste a eu beau crier, à la Chambre, « Vive le suffrage universel », en faisant allusion à la volonté du congrès socialiste, il a oublié, comme le lui a rappelé M. Spaak, que le suffrage universel c'est la nation tout entière, et non les deux tiers du seul parti socialiste.

Six mille cartouches et des armes sont découvertes dans une villa que possédaient à Auteuil les agresseurs de M. Paillard

Versailles, 11 décembre. — A la suite du guet-apens dont fut victime dans la nuit de mercredi dernier, M. Roger Paillard, on parvint à identifier l'un des agresseurs, un repris de justice, Gaston Lhott, habitant Bois-Colombes.

Ce dernier avait acheté voici près d'un an, une petite villa, « La Minaudière », située à Auteuil, près de Rambouillet.

Les voisins de cette propriété signalèrent à la gendarmerie que, dans le courant du mois de septembre, ils avaient vu Gaston Lhott en compagnie d'un autre individu — vraisemblablement Pessin qui, on le sait, fut arrêté — décharger d'une voiture automobile des caisses lourdement chargées.

Une perquisition fut ordonnée. Dans le grenier, dissimulés sous des boîtes de foin, les gendarmes découvrirent un certain nombre d'armes et de munitions, notamment, trois fusils de marque italienne d'un modèle récent ; une boîte de cartouches de mitrailleuses de marque allemande ainsi qu'environ 6.000 cartouches de mitrailleuses.

Il semble certain que les agresseurs de M. Paillard se livraient au trafic des armes.

Un typhon a fait 98 morts au sud-est de Manille

Manille, 11 décembre. — Le typhon qui, le 8 décembre, a traversé plusieurs provinces au sud-est de Manille, a fait 98 morts. On compte, en outre, un grand nombre de disparus.

Un nouveau musée parisien



Les bâtiments qui abriteront le nouveau musée des travaux publics, près du palais de Chaillot.

A Klaipeda « sous l'œil de Hitler » a eu lieu le renouvellement de la Diète

JE VOIS L'AVENIR EN ROSE » DÉCLARE M. NEUMANN

Klaipeda, 11 décembre. — Les élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale autonome de Memel, ont commencé dimanche matin. Les premiers électeurs sont arrivés aux bureaux de vote dès l'ouverture de ceux-ci.

Dans chaque bureau, se trouvait un portrait du chancelier Hitler, encadré de guirlandes.

Le service d'ordre était assuré par des jeunes gens de 15 à 20 ans, vêtus d'un uniforme noir, portant des bottes et une casquette norvégienne.

« Je vois l'avenir en rose » a déclaré avec un large sourire le Dr Ernst Neumann, führer des Allemands de Memel, à la première question que lui a posée dimanche l'envoyé spécial de l'Agence Havas au cours d'une interview.

C'est avec une entière sérénité, a déclaré le Dr Neumann, que nous attendons les résultats des élections qui seront pour nous une grande victoire, mais ne marqueront pas la fin de notre lutte.

Nous continuerons le chemin que nous nous sommes tracé.

Comment concevez-vous l'évolution du problème de Memel ?

— Celle-ci dépend avant tout, répond le Dr Neumann, du gouvernement lituanien. Nous ne ferons pas de propositions. Il tient à lui de passer enfin, de vaines promesses aux actes, afin de remplir toutes ses obligations, c'est-à-dire supprimer toutes les mesures qui subsistent actuellement encore et qui sont en contradiction avec le statut autonome qui nous a été donné.

On apprend d'autre part que dimanche matin, vers 3 heures, un journaliste américain, M. R.-A. Selmer, a été sérieusement malménagé par la police locale de Memel parce qu'il avait refusé de lever le bras pour faire le salut hitlérien adopté par le « Kulturverband ».

Conduit au poste de police, il fut frappé à coups de poing par un policier, tandis qu'un autre lui tenait les bras et les jambes.

Remis en liberté peu après, il regagna péniblement son hôtel, le visage et le corps contusionnés.

D'après le D.N.B., ce journaliste était pris de boisson et aurait cherché « une histoire ».

En Yougoslavie, le gouvernement de M. Stoyadinovitch a recueilli 60 à 70 % des suffrages

Il disposera à la Chambre de 300 à 310 sièges sur 373



(Ph. Sefra.)

M. STOYADINOVITCH, président du Conseil yougoslave.

Belgrade, 11 décembre. — Les élections législatives se sont déroulées dans le calme, dimanche, dans toute la Yougoslavie.

Le dépouillement a commencé à 18 h., mais les résultats définitifs se feront attendre, en raison de difficultés de communications.

On estime que la liste gouvernementale aura 60 à 70 % des suffrages.

Les élections donnent une majorité énorme à la liste de M. Stoyadinovitch en Serbie, Bosnie-Herzégovine et Slovincie.

Dans les régions croates, et sur le littoral, M. Matcchek doit son succès au régime de terreur auquel a été soumis le corps électoral. Sans nul doute, ce succès aurait été bien moindre si les partisans de M. Matcchek n'avaient exercé une pression notable sur leurs adversaires politiques.

D'après les résultats connus, la liste gouvernementale aurait, dans la nouvelle Chambre, trois cents à trois cent dix sièges, tandis que toute l'opposition en réunirait 60 à 70.

LA JOURNÉE DE DIMANCHE A ÉTÉ MARQUÉE PAR DE NOMBREUSES ASSEMBLÉES POLITIQUES ET CÉRÉMONIES COMMÉMORATIVES

M. FERNAND LAURENT : « Sur les ruines du Front populaire, il s'agit maintenant de reconstruire... »

Dijon, 11 décembre. — A la manifestation d'Action sociale, des discours ont été prononcés notamment par M. Albert de Mun, député de la Côte-d'Or, et Fernand Laurent, député de Paris, qui représentait la Fédération républicaine de France.

M. Fernand Laurent s'est attaché à démontrer que les classes moyennes et laborieuses de ce pays étaient les premières intéressées au succès du redressement d'ores et déjà commencé.

L'orateur a rappelé les initiatives et réalisations sociales de Albert de Mun, lequel, dès 1910, prônait la retraite des vieux, des Duval-Arnauld, lequel a pendant dix ans bataillé pour les congrés, payés, des Louis Marin, des Le Cour Grandmaison, qui n'ont cessé de réclamer le contrat collectif.

Sur les ruines du Front populaire, poursuivit le député de Paris, il s'agit maintenant de reconstruire et ceci dans l'intérêt même des classes ouvrières depuis trop longtemps trahies par ceux qui voulaient s'arroger le monopole de la défense. C'est parce que nous sommes profondément et sincèrement sociaux que nous sommes antisocialistes. C'est dans la mesure même où nous aimons et estimons le peuple que nous avons

LE COLONEL DE LA ROCQUE : « Le P.S.F. n'a pas, sans qu'il ne sera pas lui-même au pouvoir, à être de l'opposition ou de la majorité... »

Paris, 11 décembre. — Voici l'essentiel du discours prononcé dimanche à Josselin (Morbihan), par le colonel de la Roche :

« Le Parti Social Français, riche de sa mystique, de son indépendance, de son organisation, de la confiance qui lui comme appartenant à son soutien parlementaire.

« Il vote pour le gouvernement, ce lui-ci n'a pas le droit de le compter comme appartenant à son soutien parlementaire.

« Si l'on vote contre le gouvernement, il accomplit ce geste, non au d'être attaché à un gouvernement éphémère, mais afin de mener un combat indéfini par sa doctrine.

« La politique actuelle des décrets-lois boue des trous, ramène dans une certaine mesure l'économie, mais ne